

Les grands titres:

- Les mesures américaines suspendant la réinstallation de réfugiés devraient être levées, selon le chef de l'ONU
- Le chef de l'ONU préoccupé par les annonces d'expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie
- Syrie : l'ONU souhaite une reprise rapide des pourparlers inter-syriens à Genève
- L'OMS encourage les gens à faire de l'exercice pour prévenir des maladies
- Le Secrétaire général se félicite de la coopération renforcée avec l'Union africaine et l'IGAD
- L'ONU condamne une attaque meurtrière contre une équipe onusienne à la frontière Nigéria-Cameroun
- Ukraine : le Conseil de sécurité préoccupé par la détérioration de la situation dans l'est du pays

Les mesures américaines suspendant la réinstallation de réfugiés devraient être levées, selon le chef de l'ONU



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, devant la presse. Photo ONU/Manuel Elias

1 février - Réagissant à la récente suspension par les Etats-Unis de leur programme de réinstallation des réfugiés, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré mercredi que la réinstallation est souvent « la seule solution possible » pour les personnes fuyant les conflits et les persécutions, et que la politique américaine « devrait être supprimée tôt ou tard ».

Interrogé par des journalistes sur l'impact du décret signé par le Président américain Donald Trump le 27 janvier, qui suspend notamment le programme américain de réinstallation des réfugiés pendant 120 jours, interdit l'entrée de réfugiés de sept pays majoritairement musulmans pendant 90 jours et suspend l'entrée des Syriens indéfiniment, le chef de l'ONU a déclaré que la réinstallation est « indispensable » et que « les Etats-Unis ont toujours été à l'avant-garde de la protection des réfugiés ».

M. Guterres, s'exprimant devant la presse au siège de l'ONU après son retour d'une visite en Ethiopie pour un Sommet de l'Union africaine, a souligné qu'à son avis, « cette politique américaine n'est pas la meilleure façon [...] de protéger les Etats-Unis ou d'autres pays, s'agissant des préoccupations sur la possibilité d'infiltrations de terroristes. Je ne pense pas que ce soit un moyen efficace de le faire et je pense que ces mesures devraient être supprimées tôt ou tard ».

Notant que ces mesures « violent nos principes de base », il a estimé qu'elles ne sont pas efficaces si l'objectif est d'éviter que des terroristes entrent aux Etats-Unis. "J'espère vraiment que les Etats-Unis seront en mesure de rétablir leur très solide protection des réfugiés sous forme de réinstallation, et j'espère que les Syriens ne seront pas exclus de ce processus", a-t-il ajouté.

Des experts jugent le décret discriminatoire

Un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations Unies a déclaré mercredi que le décret signé par le Président américain viole les obligations internationales du pays en matière de droits humains qui protègent les principes de non-refoulement et non-discrimination fondés sur la race, la nationalité ou la religion.

Le décret présidentiel interdit à tous les ressortissants de sept pays à majorité musulmane - Iran, Iraq, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen - d'entrer aux États-Unis pour les 90 jours suivants.

« Un tel décret basé sur la nationalité est clairement discriminatoire et conduit à une stigmatisation accrue des communautés musulmanes », ont déclaré les Rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur les migrants, François Crépeau, sur le racisme, Mutuma Ruteere, sur les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme, Ben Emmerson, sur la torture, Nils Melzer, et sur la liberté de religion, Ahmed Shaheed.

« La récente politique américaine en matière d'immigration risque également de renvoyer des personnes sans évaluation individuelle et procédures d'asile appropriées, vers des lieux où elles risquent d'être soumises à la torture et à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants, en violation directe des lois humanitaires internationales et des droits humains qui soutiennent le principe du non-refoulement », ont-ils averti.

Ce décret s'applique à ceux qui viennent de ces pays - qu'ils aient ou non des documents de visa valides ou qu'ils soient en transit. Il affecte également les personnes qui ont la double nationalité, ont un passeport de l'un de ces pays ou sont en provenance de l'un de ces pays. Ceux qui résident actuellement aux États-Unis peuvent être en mesure de se rendre aux États-Unis, mais ils ne sont pas garantis de pouvoir entrer.

« Cela est profondément inquiétant, et nous sommes préoccupés par le fait que les personnes qui voyagent aux États-Unis seront soumises à une détention pour une période indéterminée et finalement déportées », ont déclaré les experts en droits humains.

Le décret, qui met fin à l'ensemble du programme des États-Unis pour les réfugiés pendant 120 jours et interdit indéfiniment l'entrée des réfugiés syriens, arrête l'entrée prévue de plus de 50.000 réfugiés au cours de l'exercice fiscal 2017 qui a débuté en octobre 2016 et prendra fin en septembre 2017.

« Au milieu de la plus grande crise migratoire au monde depuis la Seconde guerre mondiale, il s'agit d'un revers important pour ceux qui ont évidemment besoin d'une protection internationale. Les États-Unis doivent respecter leurs obligations internationales et protéger ceux qui fuient les persécutions et les conflits », ont souligné les spécialistes des droits de l'homme. « Les États-Unis sont également impliqués dans des conflits comme ceux en Iraq et en Syrie et leur responsabilité doit inclure l'offre d'un refuge à ceux qui fuient les conflits ».

L'Organisation mondiale du tourisme condamne

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT), institution spécialisée des Nations Unies chargée du tourisme, a assui fait part de sa profonde préoccupation et a condamné vigoureusement l'interdiction de voyager aux États-Unis pour les ressortissants de sept pays.

Selon l'OMT, l'interdiction de voyage, fondée sur la nationalité, va à l'encontre des principes de la liberté de voyager et de la facilitation des voyages défendus par la communauté internationale du tourisme. Elle fera obstacle à l'immense contribution du secteur du tourisme à la croissance économique et à la création d'emplois dans de nombreux pays, dont les États-Unis.

« Les défis mondiaux exigent des solutions mondiales et les défis de sécurité qui se posent aujourd'hui ne devraient pas nous conduire à ériger de nouveaux murs. L'isolationnisme et les mesures discriminatoires sans discernement ne vont pas améliorer la sécurité mais, au contraire, accroître les tensions et amplifier les menaces » a déclaré le Secrétaire général de l'OMT, Taleb Rifai. « Outre leur impact direct, de telles interdictions de voyage nuisent assurément à l'image, auprès des visiteurs du monde entier, du pays qui les impose d'une manière aussi hostile et risquent de mettre à mal la demande de voyage à destination des États-Unis ».

Le chef de l'ONU préoccupé par les annonces d'expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie



Halamish, une colonie israélienne, au nord de la Cisjordanie, près du village palestinien de Nabih Saleh. Photo UNICEF/Mouhssine Ennaïmi (archives)

1 février - Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a déclaré mercredi que l'Organisation était préoccupée par les annonces faites par Israël concernant l'expansion des colonies israéliennes en Cisjordanie occupée et a mis en garde contre toute action unilatérale représentant un obstacle à une solution à deux États.

« Nous sommes préoccupés par les récentes annonces faites par le gouvernement israélien qu'il donnait son feu vert à la construction de plus de 5.000 unités d'habitation en Cisjordanie occupée », a dit le porte-parole de M. Guterres dans une déclaration à la presse.

« Nous mettons une fois de plus en garde contre toute action unilatérale pouvant entraver une solution négociée à deux États et demandons aux deux parties de reprendre des négociations significatives sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et conformément au droit international afin de traiter de toutes les questions liées au statut final », a-t-il ajouté. « Les Nations Unies sont prêtes à appuyer ce processus ».

Selon la presse, Israël a annoncé dans la nuit de mardi à mercredi la construction de nouveaux logements dans les colonies israéliennes. Ces 3.000 nouveaux logements annoncés viennent s'ajouter au feu vert définitif à la construction de 566 logements dans trois quartiers de colonisation de Jérusalem-Est occupée et annexée et à l'annonce de la construction de 2.502 logements en Cisjordanie.

Syrie : l'ONU souhaite une reprise rapide des pourparlers inter-syriens à Genève



Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi (au centre), dans la vieille ville d'Alep, en Syrie. Photo HCR/Bassam Diab

1 février - Le Conseil de sécurité de l'ONU et le Secrétaire général de l'Organisation, António Guterres, ont salué la réunion internationale sur la Syrie qui a eu lieu la semaine dernière à Astana, au Kazakhstan, et ont souhaité une reprise rapide des pourparlers inter-syriens à Genève sur une solution politique.

S'exprimant mercredi devant des journalistes lors de sa première conférence de presse à New York depuis son entrée en fonction en janvier, M. Guterres a déclaré que la présence des Nations unies à Astana était essentielle à la reprise des pourparlers à Genève qui est prévue plus tard en février.

« Notre présence à Astana était une nécessité absolue, afin de garantir qu'après Astana nous puissions avoir Genève, où il sera possible de discuter des principaux aspects politiques », a dit le chef de l'ONU.

Les pourparlers d'Astana, les 23 et 24 janvier, ont vu pour la première fois la participation de l'opposition syrienne à des discussions aux côtés de représentants du gouvernement syrien.

La réunion à huis clos, organisée par l'Iran, la Russie et la Turquie, a abouti à un accord sur la manière de surveiller le cessez-le-feu qui a débuté en décembre 2016.

Dans une déclaration à la presse publiée mardi soir après des consultations avec l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, le Conseil de sécurité s'est également félicité de la réunion d'Astana et des pourparlers entre le gouvernement syrien et les groupes armés d'opposition avec l'implication de M. de Mistura.

Selon les membres du Conseil, la réunion d'Astana a constitué « une étape vers un cessez-le-feu renforcé ». Ils ont souhaité que « cela aboutisse à une nouvelle réduction de ses violations, à un règlement politique et à des efforts de prévention et de répression des activités terroristes par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL, également connu sous le nom de Daech), le Front Al-Nosra et les individus, groupes, entreprises et entités associés ».

Le Conseil de sécurité a également estimé que la réunion d'Astana « constituait une étape importante vers la reprise des négociations inter-syriennes sous les auspices des Nations Unies ». Il a encouragé Staffan de Mistura à convoquer ces négociations le plus tôt possible à Genève et a demandé aux parties syriennes de participer à ces pourparlers de bonne foi et sans conditions préalables.

Mardi, Staffan de Mistura a déclaré avoir proposé au Conseil de sécurité de l'ONU de reporter les pourparlers inter-syriens au 20 février pour donner une chance au cessez-le-feu d'être consolidé.

Les membres du Conseil de sécurité ont noté la nécessité de garantir un accès humanitaire sûr et sans entraves à travers la Syrie, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil.

De son côté, le Haut-Commissaire des Nations pour les réfugiés, Filippo Grandi, a rencontré mardi des déplacés dans la ville de Homs, en Syrie, et a constaté l'immensité et l'urgence des besoins humanitaires et de reconstruction, a indiqué le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« Il est urgent que la paix arrive pour que la reconstruction puisse commencer », a dit M. Grandi, qui a visité à deux projets soutenus et financés par le HCR dans le quartier d'El-Hamedia. « Les gens ont froid, ils n'ont pas de travail et sont sans-abri. Les besoins sont immenses ».

L'OMS encourage les gens à faire de l'exercice pour prévenir des maladies



L'OMS encourage les pays à créer un environnement favorisant l'activité physique. Photo OMS

1 février - Le manque d'activité physique contribue à des maladies non transmissibles comme le cancer, le diabète ou la dépression, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui exhorte les gens à se lever de leur fauteuil et à être actif.

Selon un nouveau document de l'OMS, de moins en moins de personnes sont actives dans de nombreux pays. Au niveau mondial, près d'un quart des adultes et plus de 80% des adolescents sont trop sédentaires.

Le plan d'action mondial de l'OMS pour la prévention et le contrôle des maladies

non transmissibles sur la période 2013-2020 recommande aux personnes inactives de commencer par « de petites quantités d'activité physique » et ensuite d'augmenter progressivement la durée, la fréquence et l'intensité.

Le plan prévoit une réduction de 10% de l'inactivité physique d'ici 2025, ce qui contribuera à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Selon les recommandations de l'OMS, l'activité physique peut être n'importe quelle activité qui consomme de l'énergie, pas seulement le sport. Cela peut consister à jouer, à s'occuper de tâches ménagères, à faire du jardinage ou à danser.

« Toute activité, que ce soit marcher ou faire du vélo pour se rendre au travail, ou dans le cadre du temps libre, a un avantage pour la santé », selon l'agence des Nations Unies.

Selon l'OMS, les pays et les communautés doivent également prendre des mesures pour donner aux individus plus de possibilités d'exercer une activité physique.

Le Secrétaire général se félicite de la coopération renforcée avec l'Union africaine et l'IGAD



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres (à droite), rencontre le Président du Soudan du Sud, Salva Kiir, au 28e Sommet de l'Union africaine, à Addis-Abeba, en Ethiopie. Photo ONU/Antonio Fiorenze

1 février - De retour d'une visite en Ethiopie où il a participé à un Sommet de l'Union africaine (UA), le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, s'est félicité mercredi de la coopération renforcée des Nations Unies avec l'UA et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), qui regroupe six pays d'Afrique de l'Est.

S'exprimant devant la presse au siège de l'ONU à New York, M. Guterres a expliqué que l'un des objectifs de sa participation au Sommet d'Addis-Abeba était « d'établir un mécanisme solide de coopération entre l'organisation sous-régionale IGAD, l'Union africaine et l'ONU afin d'être en mesure de tout faire pour éviter le pire au Soudan du Sud et ramener le pays sur la voie de la paix ».

« A l'issue de cette mission, je peux vous dire que je crois que nous avons pleinement atteint nos objectifs. Tout d'abord, nous avons établi avec l'Union africaine une plate-forme de coopération renforcée », a ajouté le Secrétaire général.

Il a été convenu que, lors de chaque sommet de l'Union africaine en janvier, il y aurait un petit-déjeuner-réunion entre le Secrétaire général et tous les chefs d'États africains, traduisant l'engagement fort de l'Afrique envers une relation très étroite avec l'ONU, a-t-il expliqué.

« Dans le même temps, nous avons convenu que l'Agenda 2063, qui est l'agenda de développement de l'Union africaine, et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a été approuvé lors du sommet de l'année dernière, seront alignés », a ajouté M. Guterres. « Cela qui signifie qu'il y aura une coopération totale entre l'ONU et l'Union africaine en ce qui concerne les objectifs de développement durable et la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le changement climatique dans les années à venir ».

S'agissant de la situation au Soudan du Sud, il a déclaré que l'ONU, l'UA et l'IGAD sont parvenus à un accord sur la voie à suivre. « Nous travaillerons clairement ensemble d'une seule voix, afin de nous assurer que le dialogue national qui sera lancé au Soudan du Sud soit vraiment inclusif ». Il s'est félicité également de l'accord avec le Kenya pour que ce pays participe à la Force régionale de protection qui doit être déployée au Soudan du Sud.

Le chef de l'ONU a ajouté qu'il avait aussi eu d'importantes discussions sur le Mali, lors du Sommet d'Addis-Abeba.

« J'ai rencontré les chefs d'État du G5 - le Mali, le Tchad, la Mauritanie, le Burkina Faso et le Niger. Il y aura une nouvelle réunion à Bamako au début du mois de février. Et nous verrons comment nous pourrions travailler ensemble pour améliorer nos capacités, à la fois pour aller de l'avant avec le processus politique et pour avoir une approche plus efficace pour faire face à la situation terroriste très complexe dans le nord », a-t-il dit.

L'ONU condamne une attaque meurtrière contre une équipe onusienne à la frontière Nigéria-Cameroun



Mohammed Ibn Chambas, le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Photo ONU/Rick Bajornas

1 février - Le Représentant spécial du Secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a condamné fermement mercredi une attaque mortelle contre une équipe de surveillance technique des Nations Unies qui mène une mission sur le terrain le long de la frontière entre le Nigéria et du Cameroun.

L'attaque a eu lieu à proximité de Hosere Jongbi, près de Kontcha, au Cameroun. L'équipe de l'ONU travaillait dans le cadre du mandat de la Commission mixte Cameroun-Nigéria (CNMC), a précisé le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, lors d'un point de presse à New York.

Selon des informations préliminaires, un groupe armé inconnu a attaqué l'équipe de l'ONU mardi 31 janvier 2017 vers 14 heures, tuant cinq personnes et blessant plusieurs autres. Les victimes comprennent un entrepreneur indépendant de l'ONU, trois ressortissants nigériens et un ressortissant camerounais.

Mohamed Ibn Chambas a présenté ses sincères condoléances aux familles des personnes décédées et souhaité un prompt rétablissement aux blessés. Il a appelé les autorités du Cameroun et du Nigéria à prendre rapidement des mesures pour traduire en justice les auteurs de cette attaque.

L'envoyé de l'ONU a réaffirmé le rôle essentiel de la CNMC dans l'accomplissement de la démarcation de la frontière entre les deux pays, conformément à un arrêt de la Cour internationale de Justice (CIJ), contribuant ainsi à la stabilité et à la sécurité dans la région.

Ukraine : le Conseil de sécurité préoccupé par la détérioration de la situation dans l'est du pays



Des maisons endommagées par les combats sur la ligne de front en Ukraine. Photo: Daniel Gerstle/IRIN (archives)

1 février - Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se sont déclarés mardi soir vivement préoccupés par la dangereuse détérioration de la situation dans l'est de l'Ukraine et ses graves conséquences pour la population civile locale et ont appelé à un retour immédiat au régime de cessez-le-feu.

Dans une déclaration à la presse publiée par le Président du Conseil pour le mois de janvier, Olof Skoog (Suède), le Conseil de sécurité a « condamné l'utilisation d'armes interdites par les accords de Minsk le long de la ligne d'affrontement dans la région de Donetsk, qui a fait des morts et des blessés, y compris parmi les civils ».

Les membres du Conseil ont déclaré soutenir pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine et souligné la nécessité d'un strict respect de sa résolution 2202 (2015), par laquelle l'ensemble de mesures en vue de l'application des accords de Minsk a été approuvé.

Le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU s'est également dit préoccupé par l'escalade des combats ces derniers jours dans la zone de l'aéroport d'Avdiivka-Yasynuvata-Donetsk, dans l'est du pays, qui aurait fait plusieurs morts.

« Le sort des civils pris dans les zones de conflit est particulièrement inquiétant. La violence accrue est une violation directe des accords de Minsk », a dit le porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une note en réponse à des questions de journalistes.

« Nous demandons à toutes les parties d'arrêter immédiatement toutes les hostilités, de respecter pleinement le cessez-le-feu, d'autoriser l'accès humanitaire immédiat et sans entrave des organisations humanitaires internationales auprès de la population touchée, de faciliter un accès complet et sûr pour la Mission spéciale de surveillance de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) afin qu'elle puisse évaluer la situation sur le terrain, et de renouveler les efforts en vue d'un règlement pacifique du conflit », a-t-il ajouté.

« L'ONU appuie fermement les efforts de la Présidence de l'OSCE, du Groupe de contact trilatéral, des quatre du format Normandie (Russie, Ukraine, France et Allemagne) et d'autres acteurs concernés dans ce contexte », a-t-il encore dit.